

L'an deux mille quinze et le vingt avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 20 AVRIL 2015

Date de convocation : 13 avril 2015

Affiché le : 27 avril 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 50

Nombre de votants : 60

Nombre d'absents excusés : 3

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC **Beaumes-de-Venise** : absent excusé et pouvoir **Beaumont-du-Ventoux** : Bernard CHARRASSE **Bédoin** : Nathalie REYNARD **Caromb** : Léopold MEYNAUD **Carpentras** : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël BOTREAU – Pauline DREANO jusqu'à la délibération n°35-15 incluse - Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI jusqu'à la délibération n°45-15 incluse - Hervé DE LÉPINAU - Jeanne YVAN - Marie-Véronique THOMAS DE MALEVILLE – Julien AUBERT jusqu'à la délibération 59-15 incluse **Crillon le Brave** : Guy GIRARD **Flassan** : Michel JOUVE **Gigondas** : pouvoir **Lafare** : Jean-Paul ANRES **La Roque Alric** : pouvoir **La Roque sur Pernes** : Joseph BERNHARDT **Le Barroux** : Bernard MONNET **Le Beaucet** : François ILLE **Loriol du Comtat** : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO **Malaucène** : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°39-15 incluse **Mazan** : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET **Modène** : Christian RIPERT **Saint Didier** : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS **Saint Pierre de Vassols** : Ghislain GRICOURT **Saint Hippolyte le Graveyron** : André AIELLO **Sarrians** : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ **Suzette** : absent excusé **Vacqueyras** : Jean-Marie GRAVIER **Venasque** : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Sabine SOL a donné pouvoir à Jean-Paul ANRES - Luc REYNARD a donné pouvoir à Nathalie REYNARD - Christine TRAMIER a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Agnès MOISSON – Karine GUEZ a donné pouvoir à Caroline BALAS - Alain DÉFOSSÉ a donné pouvoir à Hervé DE LÉPINAU - Eric UGHETTO a donné pouvoir à Dominique BODON - Francis JULLIEN a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Pauline DREANO a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN à partir de la délibération n°36-15 - Bénédicte MARTIN a donné pouvoir à Bernard CHARRASSE à partir de la délibération n°40-15 - Peggy BERTOLUCCI a donné pouvoir à Hélène CABASSY à partir de la délibération n°46-15.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET - Julien LANGARD - Jean-Alain MAZAS - Julien AUBERT à partir de la délibération n°60-15.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Nathalie REYNARD

Délibération n°44-15

Direction de la Cohésion Sociale - Service Sécurité et prévention de la délinquance

Objet : Convention entre la CoVe, le centre social Lou Tricadou et le transporteur Transcomtat pour la reconduction de l'action « médiateur transport » auprès des élèves

Conseil de Communauté de la CoVe du 20 avril 2015

Délibération n°44-15

Direction de la Cohésion Sociale - Service Sécurité et prévention de la délinquance

Objet : Convention entre la CoVe, le centre social Lou Tricadou et le transporteur Transcomtat pour la reconduction de l'action « médiateur transport » auprès des élèves dans le bus de la ligne C

Le Conseil de Communauté,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière de transport public et de prévention de la délinquance,

Considérant l'action menée avec le Centre Social Lou Tricadou, de mise en place d'un médiateur transport dans la ligne C de bus urbain, aux heures de sorties des élèves du Collège Daudet à Carpentras et jusqu'à l'arrêt du Pous du Plan, et ses résultats probants constatés en 2014,

Vu le projet de convention de reconduction de l'action,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 1^{er} avril 2015,

Conformément à l'article 14 du règlement intérieur du Conseil de Communauté, tout conseiller communautaire ayant un intérêt dans les affaires de l'association (qu'il en soit membre dirigeant, prestataire, fournisseur, etc.) est tenu d'en informer le Président de séance au plus tard lorsque l'ordre du jour du Conseil appellera l'affaire en question ; il devra alors s'abstenir de toute manifestation, d'émettre un avis, de participer au débat et de prendre part au vote.

Entendu le rapport du Vice-Président délégué à la sécurité et après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Article 1 : APPROUVE les termes de la convention relative au médiateur transport avec l'association Lou Tricadou jusqu'au 31 décembre 2015, annexée à la présente délibération.

Article 2 : ACCORDE dans ce cadre une subvention de 4 096 € au Centre Social Lou Tricadou.

Article 3 : AUTORISE Monsieur le Président à signer la convention et tous les actes y afférant.

27 AVR. 2015

Transmis en Préfecture le :

27 AVR. 2015

Publication par affichage le :

Exécutoire le : **27 AVR. 2015**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,


Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 27/04/2015

CONVENTION
RELATIVE À L'ACCOMPAGNEMENT DES ÉLÈVES DANS LE BUS À LA SORTIE DU
COLLÈGE DAUDET LIGNE C
Année 2015

Entre

La COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX - COMTAT VENAISSIN, ci-après désignée sous le terme « la CoVe », dont le siège statutaire est fixé 1171, avenue du Mont Ventoux à Carpentras (84200), représentée par son Président, Monsieur Francis ADOLPHE, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil de Communauté en date du 20 avril 2015,

et

L'association Centre Social LOU TRICADOU, ci après désignée sous le terme « l'Association », dont le siège est fixé 35, rue du Collège à Carpentras (84200), représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre COHEN COUDAR, autorisée à signer la présente convention,

et

La société TRANS'COMTAT mandataire de la délégation de service public "transport", ci après désignée sous le terme « le Délégataire », dont le siège est fixé 2 avenue Victor Hugo à Carpentras, représenté par son Directeur, Monsieur Eric GRECOURT, autorisé à signer la présente convention,

Étant préalablement exposé que :

Par arrêté préfectoral n° 120 en date du 16 décembre 2002, la CoVe a acquis la compétence "transport".
D'après la convention de délégation de service public du 8 septembre 2014, la Société Trans'Comtat est le délégataire de la CoVe.

Dans le cadre de la politique de la ville, compétence obligatoire d'une communauté d'agglomération, le 3 juillet 2003, à l'occasion de la réunion de sa commission sécurité, la CoVe décidait la création d'un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD).

Le CISPD a officiellement été installé le 17 mai 2004.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise en œuvre d'une action de médiation auprès des élèves dans le bus urbain ligne C, aux sorties du Collège Daudet à Carpentras.

La présente convention a pour objet de définir les conditions du partenariat entre la CoVe, le Délégataire et l'Association, employeur d'un médiateur transport.

Elle définit les missions du médiateur transport et les engagements, notamment financiers, que chacune des parties devra respecter.

Article 2 – LE MÉDIATEUR TRANSPORT

2-1 Caractéristiques du contrat de travail du médiateur transport

L'Association emploie actuellement un animateur adulte-relais en CDI à raison de 30h/semaine.

Les parties conviennent de la mise en place de cette personne comme médiateur transport employé par

l'Association à raison d'un complément de 6 heures par semaine, moyennant un soutien financier de la CoVe selon les modalités financières définies à l'article 4 de la Convention.

2-2 Définition des missions confiées au médiateur transport

- Médiation et animation

- le médiateur transport favorise le relationnel et la communication afin d'améliorer les conditions de transport des élèves et d'éviter les conflits et les dégradations du matériel,
- il propose des initiatives visant à concourir à une amélioration de la qualité des relations adultes/jeunes,
- il transmet l'information aux divers partenaires.

- Intervention ponctuelles

- en cas de litiges entre les élèves ou entre élève(s) et conducteur, le médiateur transport rend compte des problèmes de comportement afin de désamorcer les tensions, faire remonter l'information la plus objective possible, permettant aux partenaires de prendre les décisions opportunes,
- il observe les comportements aux abords immédiats des établissements et des arrêts desservis.

- Tâches administratives

- le médiateur transport remplit une fiche hebdomadaire,
- il assure un retour des informations auprès des partenaires.

- Pas d'actions de contrôle

- en aucun cas le médiateur transport ne se substitue au chauffeur ni au contrôleur, il ne contrôle ni les titres de transport, ni l'identité des élèves,
- il ne peut pas empêcher un élève de monter dans le bus,
- il ne peut pas recourir à des sanctions.

Le médiateur n'a pas de lien avec la Police Nationale ou la Police Municipale, il n'a pas de téléphone portable professionnel, à l'inverse du chauffeur, c'est donc vers le chauffeur que le médiateur se dirige en cas de problème nécessitant l'intervention des forces de l'ordre.

Le médiateur n'est pas responsable des actes commis dans le bus.

Il assure une présence dissuasive, gère les tensions et les conflits et conseille les élèves.

Toutefois, il devra pouvoir s'interposer physiquement (sans se mettre en danger) en tant que de besoin, pour séparer les protagonistes d'une bagarre, afin d'en limiter les effets.

2-3 Personnes à prévenir

En cas d'événement particulier qui requiert une intervention rapide, le médiateur transport informera en premier lieu le chauffeur du bus qui remontera l'information au Directeur d'Exploitation, en deuxième lieu le personnel du collège lors des arrêts à 16h et 17h, puis son employeur le Centre Social Lou Tricadou.

2-4 Définition du cadre de l'action

Le médiateur assurera l'accompagnement des élèves dans le bus desservant la ligne urbaine C, aux sorties du Collège Alphonse Daudet de CARPENTRAS.

De par son contrat avec l'association, le médiateur ayant droit à deux jours consécutifs de repos les dimanches et lundis, il ne pourra travailler qu'à partir du mardi.

Les mardis, jeudis et vendredis, le médiateur laissera son véhicule à l'arrêt de bus « complexe sportif » au Pous du Plan et y prendra le bus. Il assurera deux allers-retours entre cet arrêt et le Collège Daudet.

Premier arrêt au collège à 16h. Deuxième arrêt au collège à 17h. Á cette heure-ci, deux bus assurent le transport des élèves avec un parcours et des arrêts identiques jusqu'au Pous du Plan.

Le médiateur aura alors la possibilité de changer de bus.

Les mercredis, le médiateur laissera son véhicule au Pous du Plan et y prendra le bus. Il assurera un aller-retour entre le Pous du Plan et le Collège Daudet.
Unique arrêt au collège à 12h.

2-5 Signalétique du médiateur

Le médiateur portera un badge « médiateur transport » avec sa photo, fourni par le transporteur.
Identifié comme intervenant associé auprès du chauffeur, il ne paiera pas ce trajet en bus.

Article 3 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention sera effective du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015.
Le médiateur assurera l'accompagnement des élèves pendant les semaines scolaires.
L'action n'aura pas lieu pendant les vacances scolaires et lors des congés du médiateur (il ne sera pas remplacé).
La convention n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 4 – ENGAGEMENTS FINANCIERS

Dans le cadre du CISPD, cette action relevant du FIPD, la CoVe s'engage à verser au Centre Social LOU TRICADOU une subvention de fonctionnement de 4 096 Euros correspondant au salaire du médiateur à raison de 6h par semaine pour une année scolaire, soit 36 semaines.

La subvention sera allouée de la façon suivante :
50 % à la signature de la convention,
50 % à la rentrée de septembre 2015.

Article 5 – BILAN-ÉVALUATION

Afin de notifier les différents événements et de faire remonter les informations auprès des partenaires, le médiateur remplira une fiche hebdomadaire élaborée par la CoVe. Il devra la remettre au Directeur du Centre Social Lou Tricadou, en copie et simultanément au Directeur de Trans'Comtat, ce dernier informant l'Autorité Organisatrice à son tour.
En fonction du bilan de cette action sur l'année 2015, le CISPD sera amené à se prononcer sur sa reconduction ou pas.

Article 6 – RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de tout ou partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, en trois exemplaires originaux, le

Le Président de l'association

Le Directeur de Trans'Comtat

Le Président de la CoVe

Jean-Pierre COHEN COUDAR

Eric GRECOURT

Francis ADOLPHE